

La « question touarègue » : quels enjeux ?

Hélène Claudot-Hawad*

La « question touarègue » a plus de cent trente ans. Elle traduit d'abord un problème français né de la résistance que les combattants touaregs opposent, à la fin du XIX^e siècle, à la pénétration coloniale du Sahara. Avant les militaires, les explorateurs ont lancé, avec plus ou moins de succès, des expéditions de reconnaissance. Ils ont topographié les lieux et rassemblé des informations sur les populations et leurs « dispositions » envers les puissances extérieures et leurs ambitions commerciales. Les convoitises européennes sont alors focalisées sur les échanges transsahariens dans un contexte de forte concurrence entre la France et l'Angleterre. La France élabore un ambitieux projet de chemin de fer à travers le Sahara dans la perspective de relier les colonies françaises de l'Algérie et du Soudan, mais la seconde mission du colonel Paul Flatters, envoyée en repérage, est massacrée par les Touaregs en février 1881.

L'image des Touaregs s'assombrit : perçus comme un obstacle à l'expansion coloniale et commerciale française, leur portrait s'élabore désormais en contrepoint de celui des « civilisés ». Barbarie, anarchie, archaïsme, féodalisme, fanatisme, irrédentisme... Tous les ingrédients classiques qui servent à déshumaniser l'adversaire sont mobilisés, permettant de légitimer l'entreprise coloniale. Ce n'est qu'une fois le danger écarté que la bravoure, l'habileté guerrière et l'endurance au combat des Touaregs seront évoquées afin de rehausser le prestige de ceux qui les ont défaits. Ces motifs popularisés par la presse, les livres scolaires, les romans d'aventure, le cinéma

* Anthropologue, Directrice de recherche au CNRS, UMI 3189.

et les expositions coloniales s'intègrent à un scénario historique composé à la gloire des vainqueurs. Ils ont façonné l'imaginaire français et inspirent jusqu'à aujourd'hui la plupart des discours produits sur les « Touaregs ».

Être « touareg » : les enjeux du nom et du nombre

Lorsque, le 11 janvier 2013, le gouvernement français envoie ses troupes au Mali pour « détruire » les « terroristes » qui progressent vers le Sud et « rétablir l'intégrité territoriale du Mali », tous les clichés sur la « question touarègue » sont réactivés pêle-mêle. Pourtant, ni les différents protagonistes du conflit actuel, ni leurs revendications, ni les identités qu'ils promeuvent ne font intervenir à proprement parler la dimension « touarègue ». Les catégories mobilisées par les acteurs sont, d'un côté, l'« Azawad », territoire situé au Nord du Mali et peuplé d'« Azawadiens » (pas tous « touaregs ») et, de l'autre, l'« islam » radical se référant au djihad et à la charia. Dans les deux cas, on observe une dilution identitaire des « Touaregs », que ce soit au sein du périmètre régional infra-étatique de l'Azawad ou dans le périmètre international et supra-étatique de la *oumma*, communauté des musulmans.

Les Touaregs relèvent aujourd'hui de cinq États distincts, héritiers de l'histoire coloniale et créés en entités indépendantes dans les années 1950 et 1960 : la Libye, l'Algérie, le Niger, le Mali et la Haute Volta (actuel Burkina Faso). Ces jeunes formations politiques, construites sur le modèle occidental de l'État-nation, ont produit des modes de gouvernance, de territorialité et d'identification d'un nouveau type. Dans chacun de ces États, les zones désertiques où vivent les Touaregs occupent les périphéries, situées aux confins des nouvelles capitales politiques et administratives, que celles-ci soient méditerranéennes comme Tripoli et Alger, ou sahéliennes comme Bamako, Niamey et Ouagadougou. C'est pourquoi ces États apparaissent au Sahara comme de véritables fabriques à minorités, séparées de leurs anciens pôles d'attraction et reléguées aux marges de nouvelles centralités urbaines modelées à la période coloniale.

Le premier constat que l'on peut faire est qu'être « touareg » aujourd'hui renvoie à une identité qui, en plus de cent ans de colonisation et de postcolonisation, a profondément changé d'acception, que ce soit sur le plan de la signification, du

référent ou des connotations implicites liées à cette notion. Le terme « Touareg », utilisé dans les écrits médiévaux de langue arabe, a une racine berbère *targa* (« creux de la vallée »). Mais les intéressés se nomment eux-mêmes *Amahagh*, *Amajagh* ou *Amashagh*, selon les accents en « h », en « j » ou en « sh ». Cette appellation, connue sous la forme *Amazigh* au Nord de l’Afrique, est partagée par des populations appartenant, comme les Touaregs, à l’ensemble berbère. À partir des soulèvements touaregs des années 1990, le nom régional Kel Tamashaght, centré sur une particularité dialectale, est imposé pour dénommer tous les Touaregs en référence seulement à leur langue. Son abréviation en « Tamachek » par l’administration malienne féminise de manière baroque l’identité moderne des Touaregs devenus les « La-langue-touarègue » ou les « La femme touarègue ». Multipliant les euphémismes codés pour ne pas nommer ce qui « gêne » – « population du sud » en Algérie, « éleveurs » au Niger, « Bouzou » et « Bellah » qui désignent les esclaves en haoussa et en songhay au Niger et au Mali –, les autorités étatiques postcoloniales ont cherché à minorer ou à nier l’identité touarègue pour mieux disqualifier les revendications politiques des Touaregs réclamant le droit à disposer d’eux-mêmes.

Se nommer porte ainsi une charge politique forte et immédiate dans l’espace saharo-sahélien. Le contrôle et l’érosion sémantiques appliqués à certaines appellations au profit d’autres noms, certains tout aussi endogènes mais plus locaux, plus restreints, moins génériques, permet d’emblée de situer la place assignée à cette population dans le paysage politique des États.

Les enjeux du nom se retrouvent dans ceux du nombre : les Touaregs estiment aujourd’hui leur population à plus de trois millions d’individus, mais si l’on se réfère aux sources officielles, leur nombre global, tous pays confondus, ne dépasserait pas un million et demi, soit à peu près le même niveau qu’au moment des « indépendances » africaines. Et depuis le conflit de 2012 au Mali, ces chiffres ont connu une déflation spectaculaire dans les discours publics tenus au Mali autant qu’en France par certains « experts »¹, conduisant à faire des Touaregs une « minorité » démographique sur leurs propres terres. Alors que la population totale des États sahéliens a triplé depuis 1960,

¹ Voir par exemple le caricatural André Bourgeot (France-Culture, Du grain à moudre, 6/06/2012) qui reprend, mot pour mot, le discours des autorités maliennes.

seuls les Touaregs connaîtraient une vertigineuse décroissance, au point qu'on se demande s'ils existent encore. Au-delà des trucages aisément repérables et sans parler du manque de recensements fiables en zones rurales nomades, la variabilité de ces chiffres correspond à de nouvelles façons de compter qui est « touareg » et qui ne l'est pas. Elle est à la mesure de l'enjeu politique que représente la démographie « ethnique » dans les États africains actuels.

Face à la colonisation française : la « révolution de Kawsen » des années 1910

À la fin du XIX^e siècle, à l'arrivée des troupes coloniales françaises au Sahara, le territoire géré par les Touaregs est immense. Du Nord de l'Ahaggar jusqu'au Sud du fleuve Niger, de Bilma à l'est jusqu'à Tombouctou à l'ouest, il englobe des groupes humains d'origines et de modes de vie variés au sein d'un vaste réseau politique, économique, social et culturel, marqué par l'empreinte de la civilisation nomade. Le modèle politique touareg est polycentré, fondé sur la pluralité et la complémentarité des pouvoirs. Au cœur de ce dispositif, les fonctions d'arbitrage sont essentielles pour équilibrer les forces en concurrence dont la rivalité est vue comme un ferment nécessaire de dynamisme, mais également comme un danger de fission. Cinq pôles politiques structurent le monde touareg : l'Ajjer au Nord-Est, l'Ahaggar au Nord-Ouest, l'Aïr au Sud-Est, la Tademmekat au Sud-Ouest et la Tagaraygarayt (ou Azawagh) en position intermédiaire.

Pour traduire l'organisation complexe de ce système politique, les Touaregs ont recours à la métaphore du « corps » composé d'organes différents mais interdépendants, indispensables les uns aux autres pour assurer le bon fonctionnement du tout. Chaque partie du corps social est construite sur le même modèle, de la plus grande à la plus petite, perspective soulignant deux principes essentiels de ce mode d'organisation : d'une part, la relative autonomie dont jouissent les diverses entités sociales et, d'autre part, la nature révocable et renégociable des liens qui les associent sur la base de contrats déclinés en termes politiques, parentaux, socioprofessionnels... Ce dispositif permet de changer de position sociale, de fonction ou de catégorie d'activités selon les parcours et selon les circonstances, aboutissant à des configurations hiérarchisées mais fluides, chaque statut étant vu comme l'une des

étapes d'un parcours universel². Dans ce contexte, le poids politique et social d'un individu ou d'un groupe se mesure à l'ampleur des réseaux de coopération et d'échanges qu'il peut bâtir et mobiliser. À l'inverse, les positions sociales précaires sont associées à l'isolement, au repliement et à l'incapacité de fabriquer du lien social et des alliés en dehors de l'environnement immédiat. C'est pourquoi, dans l'éducation des anciennes élites touarègues, l'apprentissage de plusieurs langues et la formation à différents savoirs, cultures et modes de vie étaient encouragés pour les garçons chargés d'affronter le monde extérieur. Jusqu'à aujourd'hui, la plupart des hommes des milieux nomades sont polyglottes, maîtrisant en plus de leur langue maternelle au moins deux ou trois autres langues (haoussa, songhay, arabe...).

Lorsque les forces coloniales françaises pénètrent en pays touareg – occupant Tombouctou en 1894, l'Ahaggar en 1902, Agadez en 1906 –, la défense du territoire est prise en charge par les spécialistes de la guerre au niveau de chaque confédération. En moins d'une décennie, les guerriers touaregs, qui affrontent les troupes coloniales à l'arme blanche, sont décimés. Tous les pôles politiques ont été contraints de se soumettre, à l'exception de l'Ajjer qui peut utiliser comme espace de repli le Nord-Est de son territoire, sous l'obédience d'une autre puissance coloniale : l'Empire ottoman. Beaucoup de chefs démissionnent, se sentant désormais incapables de protéger leurs affiliés. Cette défaite généralisée, appelée le « désastre » par les Touaregs, met la société tout entière en état de choc.

Dès les premiers heurts avec l'armée coloniale, une polémique s'est engagée chez les Touaregs sur la manière d'organiser la résistance, impliquant des stratégies politiques différentes. Les uns veulent résister dans le respect des valeurs anciennes de l'honneur, impliquant de rester dans le pays des ancêtres, de protéger les administrés et de rechercher des solutions négociées, du moins tant que la résistance armée n'est pas suffisamment équipée. D'autres n'admettent pas d'avoir à « partager le pays avec l'ennemi »³ et choisissent l'exil, avec, pour la plupart d'entre eux, la perspective de refaire leurs forces et d'organiser une résistance extérieure.

² Voir à ce sujet Hélène CLAUDOT-HAWAD, *Eperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Edisud, Aix-en-Pce, 2001 ; *Touaregs. Apprivoiser le désert*, Gallimard Découvertes, Paris, 2002.

³ Les expressions entre guillemets, traduites en français, proviennent des récits historiques touaregs.

Appartenant à ce courant, Kawsen, un Touareg noble originaire de l'Aïr, apparaît rapidement comme le leader d'une résistance anticoloniale d'un nouveau type. Face à un adversaire qui dispose d'armements modernes destructeurs et qui a pour but l'annexion du pays, il cherche non seulement à changer de stratégie militaire en introduisant la guérilla, mais aussi à réformer complètement la société menacée d'extinction : pour lui, chacun, quelle que soit sa catégorie sociale, doit devenir pleinement responsable de ses actes. C'est pourquoi il engage les pacifistes et les protégés à combattre dans ses rangs et n'hésite pas à attaquer ceux qui collaborent avec l'occupant⁴.

Il faudra dix-sept ans à Kawsen pour mettre sur pied une armée équipée et organisée dans le but de « faire recracher aux Français le pays des Touaregs et les éloigner des nations voisines ». Pour obtenir des armes, il a noué des alliances parfois contradictoires avec des partenaires variés, dont la confrérie senoussie au sud du Tibesti. Un an avant de revenir en pays touareg, il écrit à tous les chefs « prêts à l'entendre », pour les rallier à son projet de soulèvement général. En août 1916, il conduit sa troupe à Ghat et reprend la ville d'Agadez en décembre, fédérant les forces touarègues. C'est le début d'une longue série d'affrontements qui, avec la mobilisation de toutes les troupes françaises renforcées par l'armée coloniale anglaise, va aboutir au repliement de la résistance touarègue hors de l'Aïr, jusqu'à la pendaison de Kawsen par les Turcs en janvier 1919, après deux ans de lutte acharnée.

La répression est à la hauteur de la frayeur que la guerre de Kawsen a inspirée aux autorités coloniales françaises. De l'Ajjer jusqu'à la Tademmekat en passant par l'Aïr qui a perdu la moitié de sa population, le pays touareg est décimé et mis à sac. L'économie de l'élevage et des transports est ruinée, beaucoup de tribus sont déportées à proximité des villes dans des zones sous surveillance militaire. Mais la vision politique véhiculée par la révolution de Kawsen laisse des traces durables dans la société et les principes qu'il défendait – notamment l'abolition des catégories sociales, la responsabilité individuelle, une certaine centralisation du pouvoir exécutif avec le

⁴ Voir Hélène CLAUDOT-HAWAD, « Honneur et politique : les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1990, p. 11-49 ; et « Révolutionner l'opinion touarègue : les stratégies novatrices de Kawsen contre la colonisation du Sahara (début du XXe siècle) », *ArOr/Journal of African and Asian Studies*, n° 80-2, 2012, p. 243-258.

maintien des contre-pouvoirs dans l'assemblée politique, enfin l'idée que la défaite n'est pas irréversible – inspireront les mouvements de résistance à venir, qu'ils soient pacifiques ou armés.

Racialisés, tribalisés, bédouinisés : les Touaregs des Français

Le projet colonial a débuté au Sahara par un quiproquo né du modèle raciologique élaboré par la science européenne avec l'idée d'une hiérarchisation « raciale » entre les Européens, les Berbères, les Arabes et les Noirs. Pour les Touaregs, qui appartiennent au groupe « berbère », cette classification est affinée en un second niveau de distinction entre les Touaregs « de pure race », qui seraient les nobles, et les « Berbères nigritisés », ou « Négro-berbères », relevant de « castes » de statut inférieur⁵. Cette dichotomie entre blancs nobles et métis asservis sera investie pour opposer les Touaregs du Nord, qui représentent en quelque sorte les bons Touaregs à partir de 1902, car ils sont vaincus et soumis, à d'autres Touaregs – ceux de l'Air notamment –, considérés comme les « Touaregs les moins purs », que la France ne contrôlera pas avant 1919. En somme, ces classifications « scientifiques » rendent compte essentiellement des rapports des colonisés à la France.

Deux autres facteurs viennent compléter cette vision raciologique : l'influence de l'islam, présenté comme le moteur essentiel de toute marque d'opposition au colonisateur, et le mode de vie nomade, qui vouerait le peuple touareg au désordre et à l'anarchie. Parmi les mesures de « domestication » des Touaregs pendant la colonisation, deux recommandations hantent obsessionnellement les rapports militaires ou administratifs : soustraire les Touaregs à la propagande des marabouts et les sédentariser. Cette grille de lecture a des conséquences pratiques, comme l'exécution en 1916 de tous les religieux d'Agadez, soupçonnés à tort d'être les instigateurs de la révolte de Kawsen.

Après la guerre de Kawsen, les années moroses de la « soumission » se caractérisent par l'implantation durable de l'administration coloniale française et la mise en œuvre

⁵ Voir Paul ATGIER, « Les Touaregs à Paris », *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, V^e Série, tome 10, 1909, p. 222-242 ; Dr J. HUGUET, « Sur les Touareg », *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris*, V^e Série, tome 3, 1902, p. 614-642. Et pour l'analyse de ces conceptions : *Berbères ou Arabes ? Le tango des spécialistes* (sous la dir. d'Hélène CLAUDOT-HAWAD), Non-Lieu, Paris, 2006.

de sa logique organisationnelle en pays touareg. Pour contrôler et rentabiliser ce territoire, qui fera l'objet de nombreux découpages, l'administration française veut « mettre de l'ordre » dans la structure politique et sociale des Touaregs, réinterprétant et fabriquant des « coutumes » utiles à ses objectifs. Les grands pôles politiques touaregs sont fragmentés et les espaces confédéraux tribalisés en une multitude d'entités administrativement indépendantes. De nouvelles chefferies sont créées pour affaiblir les anciens pouvoirs et récompenser les groupes qui n'ont pas opposé de résistance aux troupes coloniales. C'est le cas par exemple des Ifoghas de l'Adagh, érigés en pôle politique autonome, avec la création à leur tête d'un « amenokal », appellation ancienne pour désigner une fonction nouvelle.

La mobilité nomade, qui jouait un rôle important dans la vitalité des grands réseaux sociaux, économiques et culturels tissés à travers toute la zone saharo-sahélienne, est entravée par l'administration coloniale qui contrôle tous les déplacements. L'installation sur les terres touarègues de groupes extérieurs venus dans le sillage de la colonisation se fait avec la complicité des autorités, sans arrangement préalable avec les Touaregs, si bien que la gestion stricte des ressources végétales fragiles qui permettaient leur régénérescence ne peut plus s'exercer. La tribalisation du territoire, exploité à l'échelle de périmètres de plus en plus restreints, prépare les catastrophes écologiques qui ne tarderont pas à venir.

L'organisation coloniale qui s'est alors mise en place n'est pas seulement administrative et ne consiste pas uniquement à réorienter les bénéfices des activités productives sahariennes vers l'État français, ni à imposer des élites formées pour ses propres intérêts : elle inculque également une nouvelle perception des identités et des appartenances dans l'espace saharo-sahélien. L'école, qui recrute essentiellement dans les milieux sédentaires, va véhiculer cette grille de lecture, structurant l'imaginaire des élites locales à venir. Ethnicisés, blanchis, bédouinisés et tribalisés par la vision coloniale française, les Touaregs parlent une langue politique de plus en plus inaudible par les pouvoirs en place. Leurs discours, leurs poésies, leurs chants évoquent la violence de ce processus de fragmentation et de dissociation par les images récurrentes de la trame déchirée, du pays déchiqueté, du corps écartelé, de la tente tailladée. La question qui taraude la majorité des Touaregs demeure : comment « raccommoder les

déserts » pour continuer d'exister ?

À partir de 1954, avec la découverte d'importants gisements de gaz puis de pétrole, le Sahara devient un enjeu politique et économique majeur pour la France qui, en pleine guerre d'Algérie, crée l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) afin de conserver le contrôle de ces richesses minières. Territorialement, ce projet est le seul cohérent pour les Touaregs. Dès 1957, ils adressent au président Charles de Gaulle des pétitions et des lettres ouvertes signées par les « Touaregs et leurs assimilés » – incluant tous les groupes que la lecture ethno-raciale française avait dissociés –, et demandent aux Français de « rendre le pays » tel que ces derniers l'ont « arraché après la défaite de Kawsen ». Aucune réponse ne parviendra à ces lettres, hormis l'arrestation de leurs promoteurs les plus influents. Ce qui est vécu par les Touaregs comme le « démembrement de leur corps » politique et social est entériné par la « décolonisation ». De son côté, la France a résolu son problème minier en établissant avec les nouveaux États des accords de défense centrés sur la coopération dans le « domaine des matières premières et produits stratégiques », c'est-à-dire les hydrocarbures, l'uranium, le thorium, le lithium... Enfin, au Sahara, les essais nucléaires français inaugurés en 1960 se poursuivront sur le sol de l'Algérie indépendante jusqu'en 1967.

1960-2000 : le « pays déchiqueté »

Après les « indépendances », les nouvelles frontières étatiques qui traversent l'espace touareg se rigidifient et asphyxient la vie touarègue. L'enjeu sous-jacent de ces entraves à la mobilité nomade est l'extraction du pétrole et du gaz, dont les réserves les plus importantes se trouvent sur le territoire touareg du côté algérien et libyen. L'objectif est d'interrompre les liens entre Touaregs du Sud et du Nord, et d'étouffer toute velléité de revendication communautaire qui prendrait rapidement une extension supra-étatique.

C'est dans ce contexte que l'Algérie interdit les caravanes et les mouvements pastoraux transfrontaliers en 1963. Les Touaregs les mieux intégrés au système étatique se soulèvent dans l'Adagh désormais malien, privés des terres et des liens qui les rattachaient à l'Ahaggar reversé du côté algérien. La révolte sera matée dans le

sang par l'armée malienne qui s'en prend aux civils, laissant jusqu'à aujourd'hui des cicatrices indélébiles. Les pratiques de terreur, instaurées pendant la colonisation pour décourager tout soutien de la population aux mouvements de résistance, ont été reconduites par les troupes du Mali indépendant, constituées d'anciens « tirailleurs sénégalais » de sinistre mémoire au Sahara. Elles fourniront le modèle privilégié utilisé pour réprimer chaque différend touareg avec l'ordre établi dans les États sahéliens. Les insurgés de l'Adagh seront livrés aux autorités maliennes par l'Algérie « révolutionnaire ».

Alors que les régions saharo-sahéliennes peinent à se remettre de la grande sécheresse de 1973-1974, un système répressif du même ordre se met en place du côté nigérien, au moment où l'exploitation de l'uranium par la SOMAÏR (filiale de l'actuelle compagnie française Areva) prend de l'ampleur à Arlit, dans l'Aïr. Les moindres mouvements transfrontaliers sont surveillés et durement réprimés. Les arrestations arbitraires, les tortures, les emprisonnements sans jugement, s'intensifient.

C'est dans ces années sombres que les jeunes gens qui circulent clandestinement entre les frontières à la recherche d'un travail dans les chantiers pétroliers algériens ou libyens, commencent à s'organiser. Ces migrants économiques, appelés *ishumar* (du terme français « chômeur »), vont rapidement incarner un nouveau courant politique, celui des nomades interrompus qui taillent leur vie dans les marges et la clandestinité. Leur poésie contestataire, accompagnée à la guitare électrique et enregistrée sur des cassettes audio, circule entre les campements. Le portrait que les *ishumar* renvoient d'eux-mêmes est choquant pour la société, mais paraît seul capable d'affronter la modernité destructive de ces États qui ne veulent pas d'eux⁶.

En 1980, le colonel Kadhafi ouvre ses camps de formation militaire aux Touaregs. De nombreux jeunes gens venant des États sahéliens s'y engagent, acceptant de combattre et souvent de mourir dans des guerres qui ne sont pas les leurs, pour acquérir le savoir militaire moderne qui leur permettra un jour de libérer leur pays. Au fil des crises, fuyant l'oppression politique, la misère, l'absence de débouchés, l'impossibilité d'être nomade et la sécheresse de 1984, les déplacés sont souvent

⁶ Sur la formation de ce courant, voir HAWAD, « La teshumara, antidote de l'État », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°57, 1990, p. 123-140.

regroupés et consignés dans des camps installés en particulier à la frontière algérienne, sans possibilités d'embauche ni d'insertion économique, devenant des immigrés dans leur propre pays.

En 1990, au Niger, le détournement des fonds internationaux affectés à la réinsertion des dizaines de milliers d'exilés touaregs, revenus d'Algérie et de Libye sur l'instigation du gouvernement, met le feu aux poudres. La rébellion s'étend rapidement du côté malien. L'armée, de part et d'autre de la frontière, se livre à de sanglantes représailles contre les civils. Le dossier est rapidement pris en main par les États impliqués directement dans la politique saharienne et la gestion de la manne minière. Les services secrets de l'Algérie, de la Libye et de la France sont particulièrement actifs, façonnant chacun leur chef rebelle, pour aboutir finalement à des solutions négociées en janvier 1991 au Mali et en mai 1992 au Niger. Pour rentrer dans le cadre de ces accords de paix, la dimension « touarègue » des fronts initiaux (Front de libération du peuple touareg et Mouvement de libération touarègue) a été effacée et reconfigurée dans des périmètres régionaux infra-étatiques : l'Azawad du côté malien ; l'Aïr et l'Azawagh du côté nigérien.

En dépit du reformatage régional des fronts armés et de l'acceptation d'un règlement éclaté de la « question touarègue » qui ne remet plus en cause les frontières postcoloniales, les revendications des mouvements seront partout rejetées au nom de leur caractère « anticonstitutionnel ». Dans chaque État, les accords qui prévoyaient une relative autonomie régionale (et notamment une redistribution plus transparente et démocratique des ressources), ainsi qu'une meilleure intégration des Touaregs à la « nation », ne seront appliqués que très partiellement : la solution mise en œuvre par les gouvernements consistera plutôt à travestir en lutte des races, des ethnies et des castes, la question d'ordre politique posée par les Touaregs.

Dans les années 1990, les opérations les plus meurtrières contre les civils interviendront non pas avant, mais après les accords de paix. Elles seront menées par des milices paramilitaires (songhays au Mali et arabes au Niger), armées et manipulées par les autorités de ces États sur la base de l'idéologie racialisée et ethniciste de la période coloniale. Les appels au meurtre lancés contre les « peaux rouges » entraîneront au Mali des tueries de centaines de civils touaregs et maures, ainsi que le

pillage et la destruction de leurs biens, y compris le bétail⁷. Du côté nigérien, c'est à la dimension « ethnique » berbère et à la pratique supposée imparfaite de l'islam qui lui est associée, que s'en prendront les milices « arabes et islamiques », obtenant en récompense des prêts bancaires avantageux qui les propulseront dans l'économie du trafic illégal de cigarettes et de drogue. Concernant les massacres, le silence le plus total règne alors sur la scène internationale : les enquêtes réclamées par les associations touarègues sur les exactions contre les civils perpétrées par l'armée et les milices paramilitaires au Mali et au Niger n'aboutiront jamais.

Finalement, dans le règlement de ces conflits, les accords de paix – qui impliquaient une véritable démocratisation des systèmes politiques malien et nigérien – ont surtout servi aux autorités à gagner du temps, sans volonté manifeste de mise en application. Les pouvoirs, soutenus par leurs différents partenaires, ont misé sur des solutions de type génocidaire, comptant sur la terreur pour régler les problèmes, conduire à l'autodestruction des communautés du Nord et à l'abandon des territoires touaregs convoités par l'industrie minière.

Amalgame : les Touaregs intégrés dans l'« axe du mal »

Dans les années 2000, ce canevas va se répéter sporadiquement, à quelques variantes près sur la manière de décliner les différences censées opposer les groupes sociaux. Alors que la crise du pétrole et l'importance économique accrue de l'uranium font monter la tension au Sahara, les enlèvements de touristes par des groupes qualifiés d'« islamistes » commencent à partir de 2003. Les fronts armés touaregs renaissent en 2006 au Mali et en 2007 au Niger. Bien qu'ils s'inscrivent dans les cadres nationaux hérités de la décolonisation, ces mouvements sont immédiatement accusés d'« ethnicisme », de « communautarisme » et bientôt de « terrorisme » – selon la sémantique américaine si commode pour disqualifier les opposants politiques. Pendant ce temps, le gouvernement nigérien continue de vendre des permis de prospection ou d'exploitation à des compagnies minières internationales sur les terres pastorales des Touaregs de l'Air et de l'Azawagh, sans jamais les avoir consultés (plus de cent

⁷ Voir témoignages et analyses dans Hélène CLAUDOT-HAWAD et HAWAD (dir.), *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Survival International, *Ethnies Documents*, n° 20-21, Paris, 1996 (disponible sur : <<http://halshs.archives-ouvertes.fr>>).

« blocs » en 2008).

Le péril terroriste qui s'exhibe brutalement en 2012 dans la zone saharo-sahélienne, et qui donne naissance à un amalgame entre « terrorisme » et « Touaregs », a en fait été cartographié dès 2001, dans les mois qui ont suivi le 11 Septembre. L'enlèvement au Sahara, début 2003, de trente-deux otages européens par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), sous la direction d'un ancien militaire algérien dont l'itinéraire atteste qu'il s'agit d'un agent infiltré du Département de renseignement et de sécurité algérien (DRS), apparaît comme l'événement déclencheur⁸. Il permettra à l'administration du président américain George W. Bush d'agiter le spectre d'Al-Qaida au Sahara, en adoptant la ligne d'Alger, et d'étendre la chasse aux extrémistes, de la corne de l'Afrique à l'Atlantique (*via* la Pan-Sahel Initiative puis la Trans-Saharan counter-Terrorism Initiative).

Le *Rapport sur le terrorisme dans le monde* publié en avril 2007 par le Département d'État américain produit une carte explicite qui désigne comme *terrorist area* pratiquement toute la zone saharo-sahélienne, en particulier celle où évoluent les Touaregs. Ce rapport manie sans cesse la dichotomie simpliste entre un monde civilisé et régulé par l'autorité étatique, dont l'Occident aurait le monopole, et l'espace sans foi ni loi des « tribus », aboutissant à des injonctions d'intervention au nom de la sécurité du monde. Le glissement entre supposition et réalité est opéré en 2008 par la presse américaine, insinuant qu'AQMI serait aidée par des « tribus nomades connues sous le nom de Touaregs, un groupe ethnique berbère qui est en lutte avec le gouvernement du Mali » et que sa trésorerie serait assurée par le trafic de drogue⁹. L'amalgame réalisé entre « islamistes », « terroristes », « Touaregs », « nomades » et « trafiquants » dessine ainsi une « zone de non-droit » livrée aux « tribus », et donc à l'anarchie, au désordre, à la délinquance. On retrouve ici la sémantique et le schéma appliqués entre autres à l'Afghanistan par les autorités américaines.

Entre-temps, l'ancien GSPC algérien, devenu AQMI en 2007, se développe au Nord du Mali. L'Algérien Mokhtar Belmokhtar, l'un des chefs de l'organisation au Sahara pour le compte du DRS, s'assure des complicités locales dans l'Azawad dans le milieu

⁸ Voir le chapitre de François Gèze dans cet ouvrage, p. xxx.

⁹ Voir par exemple Daniel WILLIAMS, « Al-Qaeda Sahara Network Spurs U.S. to Train Chad, Mali Forces », <www.bloomberg.com>, 23 avril 2008.

arabophone proche de l'Algérie et s'intègre dans les réseaux de contrebande de cocaïne que des dirigeants hauts placés dans les appareils étatiques de la région laissent opérer entre Mali, Mauritanie, Sahara occidental, Algérie, Niger et Libye, tant les bénéficiaires perçus sont juteux. Plusieurs groupes d'AQMI opèrent alors dans la zone saharo-sahélienne, nantis de véhicules lourdement armés qui se déplacent au grand jour sans se dissimuler, circulant aisément entre les frontières et continuant de se ravitailler en Algérie.

Dans ce contexte, alors que la presse internationale rend compte du vaste mouvement de contestation qui s'ébranle dans le « monde arabe », les mouvements armés touaregs continuent leur lutte sans micro ni écho. En octobre 2011, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), fondé par des Touaregs du côté malien, naît de la fusion entre le Mouvement national de l'Azawad (MNA) et l'Alliance touarègue du Nord-Mali pour le changement (ATNMC). Il s'appuie sur les valeurs officiellement reconnues par la communauté internationale : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit des peuples autochtones, droits de l'Homme, pour réclamer le « droit existentiel à sa terre », exprimant l'idée que tous les contrats miniers signés par le Mali dans l'Azawad doivent être annulés, car illégaux. Sa ligne politique est républicaine, laïque et pluricommunautaire. En février 2012, face au mutisme du gouvernement malien, le MNLA engage l'action armée et rencontre ses premiers succès significatifs. Il revendique clairement l'« indépendance de l'Azawad ».

À peine deux mois après la création du MNLA, a surgi un autre mouvement touareg, Ansar Eddine, dirigé par Iyad Ag Ghali. Se réclamant du salafisme, celui-ci ne vise pas l'indépendance de l'Azawad, mais l'instauration de la charia dans tout le Mali et l'Afrique de l'Ouest. Iyad Ag Ghali s'exprime bruyamment dans les médias et donne l'occasion aux responsables politiques internationaux de brandir à nouveau la menace islamiste comme étendard de terreur, qui légitimerait une intervention militaire soutenue par la communauté internationale. Cet ancien chef de la rébellion touarègue des années 1990, travaillant ensuite pour le gouvernement malien, a été en 2003 le médiateur principal dans l'affaire des otages européens enlevés par le GSPC dans le Sahara : il aurait été chargé d'« infiltrer les groupes d'Abou Zeïd et

Belmokhtar *via* la katiba Ansar Essuna, selon un plan bien établi avec les services secrets maliens et algériens¹⁰ ». Alors qu'il assume des fonctions diplomatiques en Arabie saoudite pour le gouvernement malien en 2007, il se rapproche des courants salafistes financés par les Saoudiens. Ansar Eddine apparaît ainsi comme un groupe spécialement créé, à l'initiative d'abord du DRS algérien, pour diviser le front indépendantiste touareg et le « dégarnir en hommes ». On a affaire, en somme, au traitement habituel des dynamiques insurrectionnelles par les services secrets, travaillant toutes les lignes de fractures possibles.

Après l'offensive du MNLA au Nord-Mali, le gouvernement de Bamako est renversé le 22 mars 2012 par un militaire inconnu, le capitaine Amadou Haya Sanogo, formé aux États-Unis¹¹. Le putschiste remet notamment en cause toute idée d'ingérence étrangère pour résoudre la crise malienne. Sous la pression internationale, Sanogo consent toutefois à rendre le pouvoir aux civils le 6 avril 2012. Le même jour, le MNLA déclare l'indépendance de l'Azawad. Alors que l'armée malienne a fui le Nord en abandonnant tout son arsenal, une nouvelle carte militaire se dessine, cette fois clairement dominée par trois groupes salafistes : AQMI, émanation de l'ancien GSPC algérien ; le MUJAO, né en décembre 2011, dont le noyau est constitué de Sahariens arabophones qui recrutent dans les camps sahraouis ainsi que chez les sédentaires saharo-sahéliens et subsahariens ; et Ansar Eddine, formé de Touaregs liés à Iyad Ag Ghali qui dispose de moyens importants pour nourrir, équiper et payer ses combattants. Le MNLA au contraire paraît alors avoir épuisé ses ressources et plusieurs de ses combattants sont aspirés par Ansar Eddine. L'amalgame entre mouvements insurrectionnels indépendantistes et djihadistes s'opère rapidement dans les déclarations officielles et la presse. Tous les ingrédients utiles à la constitution d'un climat d'épouvante – vols, viols, amputations, exécutions publiques, destruction de patrimoine, enfants soldats, trafic de drogue – se mettent en place et sont déversés à la une des médias occidentaux, alors même qu'aucun observateur n'a encore accès au terrain.

¹⁰ Issane ANSAR, « Métastases du salafisme algérien à l'épreuve des soubresauts sahariens et des rébellions azawadiennes », *Les chroniques de la Rue de la poussière* (<<http://ruedelapoussiere.blogspot.fr>>), 1^{er} avril 2012.

¹¹ Voir les chapitres de Jean-Louis Sagot-Duvaurox et Eros Sana dans cet ouvrage, p. xxx et p. xxx.

Deuxième acte : l'intervention militaire française

Face à la décomposition de l'État malien au Sud comme au Nord, les puissances internationales sont divisées sur les mesures à prendre : d'un côté, l'axe algéro-américain prône une solution négociée avec les insurgés. De l'autre, la France – avec dans son sillage la CEDEAO – promeut une intervention armée dans le Nord avec l'aval de l'ONU. Alors que l'Algérie s'emploie à faire admettre Iyad Ag Ghali comme interlocuteur valable pour une résolution politique du conflit et après une tentative avortée de rapprochement entre le MNLA et Ansar Eddine toujours sous l'égide algérienne, les indépendantistes semblent définitivement évincés et chassés de la scène militaire, politique et médiatique.

L'opinion touarègue elle-même apparaît divisée. Des déclarations et des lettres ouvertes signées par des Touaregs se démarquant du MNLA et l'accusant de ne pas être représentatif sont médiatisées. L'aspiration à l'intégration nationale exprimée par ces Touaregs ne les protège cependant pas de la vindicte populaire. Plusieurs d'entre eux voient leurs magasins ou leurs maisons attaqués et pillés par les miliciens soutenus par l'armée, que ce soit à Bamako ou dans les villes du Nord.

Les images choquantes des exactions pratiquées par les islamistes suscitent, à juste raison, une émotion intense dans le monde entier. La surenchère dans l'outrance et l'horreur permet d'évacuer le problème politique de fond que posaient les indépendantistes. À ce stade, l'opinion internationale apparaît parfaitement conditionnée pour accepter la gestion exclusivement sécuritaire du problème du Nord. L'intervention armée de la France au Mali en janvier 2013 est saluée internationalement. Les opérations d'éradication des djihadistes semblent être un succès. Les villes de l'Azawad sont reprises aux « terroristes », les dégâts collatéraux sont ignorés, les autorités maliennes locales sont rétablies dans leurs fonctions et l'armée malienne se réinstalle au Nord, sauf à Kidal où les mouvements indépendantistes ou islamiques non djihadistes ont repris position. Le MIA (Mouvement islamique de l'Azawad) ou encore le MAA (Mouvement des Arabes de l'Azawad, issu du MUJAO) se sont créés après l'intervention militaire de la France, déclarant rompre avec les « terroristes », pour se repositionner dans le jeu politique de l'Azawad. Confortée par le soutien français, l'armée malienne reprend ses pratiques

habituelles en s'attaquant aux civils, de même que les milices paramilitaires présentées sobrement par les médias français comme de « jeunes patriotes maliens ». Le délit de teint clair déclenche à nouveau des tueries au Mali. Les exécutions extrajudiciaires, les pillages et les destructions de biens menés par l'armée malienne contre les civils touaregs et maures se multiplient et, selon le scénario déjà joué depuis cinq décennies, sont systématiquement niés par les autorités maliennes.

Derrière les silences officiels et les schémas simples présentés par les médias sur la guerre au Mali, la situation reste particulièrement nébuleuse et les protagonistes sont loin d'être clairement identifiables. Les connexions locales multiples par exemple entre des représentants de l'État malien, des narcotrafiquants, des djihadistes et des miliciens, invalident constamment le récit proposé à l'opinion publique. Parmi les nombreux faits qui défraient la chronique, citons l'affaire du 4 février 2013 relatée par la presse malienne elle-même : deux narcotrafiquants notoires, promoteurs du MUJAO, auraient été arrêtés par des militaires français et maliens, et libérés, avant leur transfert devant la justice à Bamako, par trois fonctionnaires de l'État malien : le maire de Gao et deux officiers supérieurs de l'armée malienne, l'un maure et l'autre touareg. L'un de ces deux narcotrafiquants aurait déjà été interpellé par la justice malienne au sujet d'un avion rempli de cocaïne, échoué en 2009 au nord de Gao, mais relâché en 2011 sur instruction de la présidence de la République... Interrogé sur ces affaires sur France 24 le 12 mars 2013, le maire de Gao nie tout en bloc, de la même façon qu'il dément avec véhémence l'existence des exactions (pourtant bien documentées) perpétrées contre les civils à peau claire, ou l'idée d'une marginalisation quelconque des Touaregs qui, précise-t-il, sont surreprésentés (environ deux tiers des élus de sa circonscription), alors que les Touaregs ne constitueraient selon lui que « 2 % de la population du Nord », chiffres en effet difficiles à concilier ! Contrairement à la grille de lecture proposée par la presse, il n'y a ici ni « ethnie » ni « race » ni « tribu » en jeu, mais seulement des intérêts faramineux produits par des activités criminelles menées avec la complicité de personnes placées au plus haut sommet de l'État, sans compter les membres du réseau extérieurs au Mali.

Si l'attention est focalisée aujourd'hui sur le Mali, on retrouve des dysfonctionnements comparables au Niger : financement de la politique par les

narcotrafiquants, corruption des élites, expansion salafiste financée par les pays du Golfe... D'ailleurs, pour les Touaregs, la situation y est encore plus grave en raison de leur exclusion quasi totale de la fonction publique et des services de l'État comme l'éducation (alors qu'au Mali, un certain nombre de Touaregs a pu faire de hautes études), et surtout de l'annexion concrète de leurs terres par les compagnies minières qui en interdisent l'accès avec l'appui de l'armée. La dépossession territoriale est matérialisée ici par la dévastation des ressources nomades pastorales, mais aussi culturelles. Alors que l'incendie présumé de manuscrits anciens à Tombouctou a fait l'objet d'une condamnation internationale unanime, aucune indignation n'a jamais pu percer au sujet de la destruction massive par Areva et d'autres compagnies minières de milliers de gravures, de peintures rupestres et d'inscriptions tiffinagh d'une valeur inestimable pour les Touaregs et pour l'humanité. Finalement, c'est dans le domaine politiquement discret de l'art ou de la fiction que la brutalité de ces amputations territoriales peut être évoquée en évitant la censure¹².

Questions souterraines : l'enjeu central des ressources minières du Sahara

Le spectacle du danger présenté à l'opinion publique à travers des images fortes a opacifié les réalités en les déconnectant du contexte de compétition mondiale intense pour l'accès aux ressources minières du Sahara. En fait, l'enjeu essentiel de la question saharo-sahélienne ne se joue pas à l'échelle locale. Il concerne l'économie mondiale et le redécoupage des zones d'influence entre les puissances internationales avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (américains, chinois, canadiens, etc.) qui bousculent l'ancien paysage colonial. En intervenant au Mali, la France s'est positionnée dans ce jeu d'influences et d'intérêts politiques et économiques en cours de reconfiguration au Sahara central.

L'accès convoité aux richesses minières (pétrole, gaz, uranium, or, phosphates...) présentes dans les sous-sols du Niger, de la Libye et de l'Algérie – et aussi du Mali d'après des prospections plus récentes –, est au centre de la bataille invisible qui se déroule dans le désert. Les communautés locales n'ont jusqu'ici jamais compté en tant que telles, mais seulement comme leviers de pression qu'ont systématiquement

¹² Voir en particulier le téléfilm de Frédéric GARSON, *Qui sème le vent*, Arte, 2 décembre 2011.

cherché à manipuler les États en concurrence. C'est ainsi que les revendications politiques touarègues ont toujours été contenues dans les limites strictes d'une autonomie régionale, d'ailleurs jamais appliquée par les États ; et c'est pourquoi l'autre manette d'action que représentent les islamistes est devenue une réalité saharienne. En revanche, la question des liens étroits entre les groupes islamistes au Sahara et des États qui ont fait de leur manipulation une stratégie sécuritaire et politique, n'est pratiquement jamais évoquée. De même qu'un silence de plomb règne sur les interventions constantes des services secrets français, algériens et libyens pour contrôler à leur profit la rébellion touarègue depuis 1990¹³, la divisant en groupes rivaux destinés à se neutraliser les uns les autres. Au lieu de se pencher lucidement sur la « question touarègue », sur la situation de spoliation et d'oppression dénoncée par les mouvements contestataires touaregs depuis cinquante ans, et sur la nécessaire refondation démocratique des États de la région, les diverses puissances concurrentes sur le sol saharien semblent préférer la logique de la force et de la terreur pour dégager les espaces utiles à leurs projets miniers et à leurs aires d'influence.

Sous la pression des nouveaux contextes politiques nationaux et internationaux, les mouvements insurrectionnels touaregs ont fortement modifié leurs axes de mobilisation et d'action, dans la forme comme dans le contenu. Ils sont passés d'un projet d'indépendance politique de tout le « pays touareg et de ses lisières » (Kawsen) à des revendications politiques et territoriales de plus en plus restreintes, en s'adaptant aux nouveaux paysages étatiques ou aux modes mondialisés de contestation de l'ordre occidental dans le registre djihadiste, au prix de nombreuses frictions avec une partie de l'opinion touarègue. Dans le difficile face à face que ces mouvements mènent avec les États et leurs tutelles internationales, ce qui pose encore problème, au-delà du caractère supra-étatique de l'identité touarègue, est bien sa dimension territoriale, car la terre et ses richesses fossiles sont au centre de la guerre du Sahara. Finalement, le « danger » à éradiquer semble être plus indépendantiste qu'islamiste. Derrière la poudrière saharienne et ses imbroglios inouïs, se profile l'échec cuisant des États postcoloniaux dits indépendants et de leurs élites, modelés spécialement pour

¹³ Voir le livre de l'ancien directeur de la DGSE, de 1989 à 1993 : Claude SILBERZAHN (avec Jean GUISNEL), *Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE*, Fayard, Paris, 1999.

préservé les intérêts des puissances internationales anciennes et montantes, au détriment complet de leurs peuples, souffrants, réprimés, brisés, manipulés, interdits de voix, d'espoir, de futur et dont le désir de vie se transforme peu à peu en désir de mort, pour des soulèvements à venir de plus en plus désespérés.